

Les chirurgiens surent suffisamment souffler le chaud, cet été, pour occuper autant que la canicule absente, les vacances du ministre, alors que la gouvernance de son prédécesseur reste tapie. Sur ces deux thèmes relevons quelques paradoxes...

Le premier a été de constater la façon qu'ont eue certains de vouloir récupérer le mouvement annoncé des chirurgiens libéraux, pour soudain se pencher sur la chirurgie hospitalière publique. L'intention, certes, aurait pu paraître louable si ceux-là mêmes n'avaient contribué à son déclin. Cela fait vingt ans que la chirurgie hospitalière va de mal en pis, particulièrement dans les hôpitaux généraux. Exactement à partir du moment où un grand nombre de ses acteurs, pesant avantages et inconvénients, allèrent dans " l'établissement d'en face ", souvent de la même ville.

A l'attrait des libertés : celle des rémunérations, du choix des patients, de la non limitation des matériels utilisés (la pose des prothèses en fin d'année...), des programmations de bloc, l'hôpital public ne pouvait, ne savait ou ne voulait répondre. Ne pouvait car handicapé par ses contraintes du service public qui en constituent l'honneur. Ne savait ou ne voulait car il s'évertua à vouloir imposer des solutions à effet de repoussoirs : non reconnaissance, voire mépris des acteurs, de leur place et de leur rôle, acteurs imaginés en techniciens corvéables et manipulables. La place du praticien dans l'hôpital...! La suspicion entourant l'activité libérale, la rigidité de la réglementation des gardes ou plutôt des astreintes, éternelles oubliées, se paye indirectement. Le flou actuel sur la rémunération du temps de travail ne facilite pas la confiance et ne restaurera pas l'attractivité. Les organisations syndicales cosignataires des différents protocoles, à signer des textes flous, piègeux et piégés, oublieux d'une activité médicale ne se limitant pas à une présence permanente sur place, ont leur part de responsabilité. Il faut d'urgence revoir la question des astreintes et apporter plus de fiabilité, de confiance et de transparence dans les rémunérations des temps de travail supplémentaires.

Et l'hôpital public n'offre pas plus de

garanties dans le domaine de la responsabilité professionnelle avec bien souvent la jungle de la rumeur et de ses conséquences administratives tendant à y remplacer les garanties du droit.

Quant aux questions démographiques, le choc est de plein fouet mais ne pouvait inquiéter car facilitateur de fermetures souhaitées de structures.

Que ce soient ceux là mêmes, inspireurs des textes législatifs et réglementaires, qui se proposent pour restaurer la confiance, apporter des solutions, laisse pantois, à moins que ce ne soit pour aggraver encore un peu plus les maux, et trouver un angle d'attaque à la dérégulation qu'ils souhaitent du statut hospitalier. Peuvent ils un moment imaginer que le remède proposé constitue le mal à dénoncer ? Voici le premier paradoxe.

Qu'ils entraînent dans leur réflexion savonnée, un syndicaliste chirurgien public, inspireur à son époque du présent statut constitue un paradoxe annexe à souligner et à rappeler lors des futures élections professionnelles annoncées pour juin 2005.

Mais passons à un autre paradoxe... Depuis le départ du précédent ministre, la nouvelle gouvernance avance toute seule parce qu'elle est sur " des rails " disent les politiques sans maintenant en revendiquer le démarrage, ni prétendre alimenter le moteur. Nous continuons à en dénoncer la nocivité mais pour cela il faut agir. L'union est essentielle pour donner de la force à cette action. Le Collectif des Praticiens créé au printemps par un ensemble syndical largement représentatif a, entre autres, ce but.

Enfin remarquons qu'aucun des trois mousquetaires rapporteurs de ce concept n'exerce dorénavant à l'hôpital public puisque le dernier à y demeurer vient de le quitter pour rejoindre dans un " établissement d'en face " les chirurgiens qui firent le même trajet, bien des années auparavant. Restez dans ce train que nous avons programmé pour vous les amis... Quant à nous...

La boucle des paradoxes serait elle ainsi bouclée ? A moins que nous ne soyons dans une plus cynique réalité...

*François DOUCHAIN*